

Qui accepterait de perdre 25% de ses revenus quand la situation économique s'améliore ?

Les chômeurs indemnisés bien entendu ! Ils profitent déjà tellement du système !!

C'est à peu de choses près ce que le gouvernement nous explique ce lundi 21 novembre en annonçant une baisse programmée de la durée d'indemnisation des chômeurs (d'un quart !) quand la situation du "marché de l'emploi" passera sous le seuil des 9% de chômeurs inscrits.

Dans un contexte déjà énormément tendu pour les agents de Pôle Emploi, violent pour les demandeurs d'emploi, le gouvernement choisit donc délibérément d'en rajouter une nouvelle couche ; après celles de l'empilement de mesures de plus en plus contraignantes et coercitive contre les demandeurs d'emploi par la création de "viviers" de chômeurs immédiatement employables et corvéables qui ressemble au retour du STO, Service Travail Obligatoire de sinistre mémoire. Ceci prépare ce que sera France Travail : la copie du modèle anglais des Job center +, soit un organisme chargé de contraindre à un travail subi, non choisi et mal payé, au service d'un patronat protégé et assisté ...

C'est sur ce fond idéologique nauséabond que se mettent en place les réformes de l'assurance chômage, des retraites ou encore un projet de loi sur l'immigration choisie.

En Ile de France, la Direction régionale de Pôle Emploi nie la réalité des agressions contre les agents. A tel point qu'elle a assigné en justice le CSE qui avait voté pour la mise en place d'une expertise sur la question. Il est vrai que le constat est terrible : + 27% d'augmentation en deux ans des actes violents, avec en parallèle un quasi doublement des déclarations d'intentions suicidaires des demandeurs d'emploi.

Toutes ces attaques ciblées contre les privés d'emploi produisent de la violence tournée contre l'institution PÔLE EMPLOI qui les met en œuvre et vers les agents en 1ère ligne au quotidien

Les agents de PÔLE EMPLOI ne sont clairement pas responsables de cette politique, mais sont lâchement chargés de l'appliquer à marche forcée. Les vrais responsables, sont les membres d'un gouvernement qui veut donner des gages à la droite et l'extrême droite et également à une frange des organisations patronales parmi la plus réactionnaire. D'autant que "l'assistanat" des entreprises et surtout de celles du CAC40 n'a jamais atteint un tel niveau d'aides versées par l'ETAT en termes d'exonérations de cotisations, de subventions ou de prêts garantis

Loin des larmes de crocodile et des réponses uniquement sécuritaires de la Direction Générale de Pôle Emploi, Solidaires Sud Emploi continue à revendiquer

- **Des embauches massives en CDI sur des postes de conseil et non de contrôle**
- **Le rétablissement d'équipes d'accueil avec des agents formés experts en conseil et en indemnisation sur la journée**
- **L'abrogation des dernières réformes de l'assurance chômage pour de nouvelles règles concertées avec les organisations de chômeurs**
- **L'arrêt du tout dématérialisé**
- **Une revalorisation salariale pour compenser a minima l'inflation**

Pour cela il est urgent que les organisations syndicales de Pôle Emploi se réunissent pour construire avec les agents un mouvement de grève sur la durée seul capable de stopper cette politique mortifère.